ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 8 octobre 1986, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal dépourvu d'intitulé, mais présenté en ces termes dans la lettre du Ministre : "Projet d'arrêté royal contenant des règles complémentaires relatives au paiement des droits de succession moyennant des oeuvres d'art, pris en exécution de l'article 14 de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres", a donné le 24 novembre 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 oktober 1986 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit zonder opschrift, maar in de brief van de Minister aangekondigd als : "Projet d'arrêté royal contenant des règles complémentaires relatives au paiement des droits de succession moyennant des oeuvres d'art, pris en exécution de l'article 14 de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres", heeft op 24 november 1986 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Le projet étant dépourvu d'intitulé, il est proposé de rédiger celui-ci de la manière suivante :

"Arrêté royal relatif à la dation d'oeuvres d'art en paiement des droits de succession".

DISPOSITIF.

Article 1er.

La faculté de payer les droits de succession au moyen d'oeuvres d'art est prévue par l'article 83-3 du Code des droits de succession.

L'alinéa 5 dudit article 83-3 est rédigé comme suit :

> "Des règles complémentaires relatives à la dation en paiement sont fixées par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres".

L'article 1er du projet, qui ne contient aucune règle complémentaire et ne fait que reprendre la substance de la règle contenue dans le texte légal, doit dès lors être omis.

.../...

Article 2 (devenant l'article 1er).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 1er.-

La demande d'acquitter les droits de succession par une dation en paiement d'oeuvres d'art, conformément à l'article 83-3 du Code des droits de succession, établie en double exemplaire, doit être notifiée, dans les deux mois qui suivent le dépôt de la déclaration de succession, au receveur de l'enregistrement du bureau où cette déclaration a été déposée.

Le délai ci-dessus n'est applicable que sous réserve de celui prévu à titre transitoire par l'article 2 de la loi du ... modifiant l'article 18 de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres".

Article 3 (devenant l'article 2).

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er, 1° :

"1° par tous les héritiers, légataires, donataires et le conjoint, qui sont titulaires d'un droit de propriété ou d'usufruit sur chaque oeuvre d'art offerte en paiement;".

.../...

Au 2° de l'alinéa 1er, les mots "envers l'Etat" doivent être supprimés.

Selon l'alinéa 2,

"Si parmi les personnes désignées à l'alinéa 1er il se trouve des incapables, la demande est signée par leurs représentants légaux".

Il va de soi qu'en toute hypothèse et en raison des règles du Code civil, la demande introduite au nom d'un incapable doit être signée par son représentant légal.

L'alinéa 2 doit, dès lors, être omis, d'autant qu'il pourrait être interprété comme apportant une exception au régime de l'incapacité, tel que le droit civil l'établit, et, notamment, comme dispensant le tuteur d'obtenir l'autorisation du conseil de famille lorsque la dation en paiement revêt le caractère d'un acte de disposition.

Article 4 (devenant l'article 3).

Au 1°, mieux vaudrait écrire :

"1° les nom, prénoms et dernier domicile de la personne décédée, ainsi que le lieu et la date de son décès;".

Le texte néerlandais du 2° doit être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise de cet avis.

.../...

Au 5°, la double conjonction "et/ou" est incorrecte et doit être remplacée par la conjonction "ou".

Le 6° serait mieux rédigé comme suit :

"6° l'indication, le cas échéant, des contrats d'assurance ayant pour objet les oeuvres d'art offertes en paiement".

Article 5 (devenant l'article 4).

Le texte suivant est proposé pour la finale de l'alinéa 1er :

"... tous les renseignements en leur possession, nécessaires à la vérification par ces agents, des droits de propriété ou d'usufruit du défunt ou de son conjoint, sur les oeuvres d'art offertes en paiement".

Dans le texte français de l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "... des contrats d'assurance ayant pour objet l'oeuvre d'art, ...".

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 3 :

"A défaut de communication, dans un délai d'un mois à partir de leur demande par l'administration, des renseignements et documents visés aux alinéas 1er et 2, la demande d'acquitter les droits de succession au moyen de la dation en paiement peut être déclarée irrecevable".

.../...

Article 6 (devenant l'article 5).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 5 .-

La valeur pour laquelle les oeuvres d'art sont offertes en paiement ne peut être supérieure au montant des droits que les auteurs de la demande veulent acquitter au moyen de la dation en paiement".

Article 7 (devenant l'article 6).

Cet article serait mieux libellé comme suit :

"Article 6.-

Dans les deux mois de la notification de la demande, le receveur de l'enregistrement se prononce sur la recevabilité de celle-ci et notifie sa décision aux auteurs de la demande.

Lorsque des renseignements complémentaires ont dû être demandés pour vérifier les droits de propriété ou d'usufruit sur les oeuvres d'art offertes, le délai ne commence à courir qu'à la date à laquelle ces renseignements ont été fournis".

.../...

Article 8 (devenant l'article 7).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 7.-

Lorsque le receveur conclut à la recevabilité de la demande, il transmet, dans les quinze jours de la notification de cette décision aux auteurs de la demande, un exemplaire de celle-ci à la commission technique ou au comité de section visés à l'article 83-3 du Code des droits de succession".

Article 9 (devenant l'article 8).

Cet article prévoit que la décision ministérielle refusant de reconnaître aux oeuvres d'art offertes en paiement, une réputation internationale, n'est pas susceptible de recours.

Les poursuites et instances concernant le paiement ou la restitution des droits de succession sont de la compétence des tribunaux judiciaires aux termes des articles 219 à 224 du Code des droits d'enregistrement auxquels renvoie l'article 142-1 du Code des droits de succession.

Cependant, il est difficile d'imaginer un recours judiciaire contre la décision ministérielle de refus car celle-ci est indépendante du calcul des droits de succession. Cette décision ne concerne que l'appréciation portée par le Ministre sur la renommée internationale de l'oeuvre d'art.

.../...

Dès lors, il apparaît que le recours ne pourrait être introduit qu'auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat.

Un arrêté royal ne peut priver les auteurs de la demande du recours qui leur est ouvert par la loi. L'article 9 (devenant l'article 8) devrait se réduire à la règle contenue dans l'alinéa 2.

Le texte suivant est proposé :

"Article 8.-

La décision du Ministre des Finances, prise sur l'avis conforme de la commission technique ou du comité de section visés à l'article 83-3, alinéa 1er, du Code des droits de succession et refusant de reconnaître le caractère d'oeuvre ayant une renommée internationale aux oeuvres d'art offertes en paiement ou à certaines de celles-ci, est notifiée aux auteurs de la demande dans le mois de la date de cet avis".

Article 10 (devenant l'article 9).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 9.-

La décision du Ministre des Finances acceptant la dation en paiement est notifiée aux auteurs de la demande, dans le mois de la date de l'avis de la commission visée à l'article 83-3, alinéa 2, du Code des droits de succession.

.../...

Cette décision indique l'établissement ou l'organisme auquel les oeuvres d'art acceptées en paiement doivent être livrées, ainsi que le lieu et le délai de la délivrance".

Article 11 (devenant l'article 10).

Le Roi ne peut priver les personnes qui auraient intérêt à contester la décision ministérielle acceptant la dation en paiement des recours qui sont organisés par la loi. L'alinéa ler, ainsi que le mot "Toutefois" par lequel commence l'alinéa 2, doivent être omis.

Dans le texte français de l'alinéa 2 (devenant l'alinéa unique), première phrase, le mot "signifier" doit être remplacé par le mot "notifier". Le texte néerlandais de cet alinéa doit être modifié comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

La dernière phrase du même alinéa 2 (devenant l'alinéa unique) serait mieux rédigée comme suit :

"L'offre reste valable pour les autres oeuvres d'art conjointement offertes, à moins que les auteurs de la demande n'y aient expressément indiqué qu'ils n'admettraient pas une dation en paiement partielle".

.../...

Article 12 (devenant l'article 11).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 11.-

Lorsque la dation en paiement n'est acceptée par le Ministre des Finances que pour une valeur inférieure à celle indiquée dans la demande ou lorsque seule une partie des oeuvres offertes est acceptée à titre de dation en paiement, la réduction de celle-ci est répartie entre les héritiers, légataires et donataires proportionnellement aux montants indiqués dans la demande, conformément à l'article 3, 4°".

Article 13 (devenant l'article 12).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 12.-

Les oeuvres d'art restent aux risques des auteurs de la demande tant qu'ils n'en ont pas effectué la délivrance. Celle-ci est effectuée à leurs frais. Elle donne lieu à la remise d'une décharge, établie en deux exemplaires, dont l'un est transmis au receveur de l'enregistrement visé à l'article 1er.

... (la suite comme il est suggéré sous l'article 14 du projet)".

.../...

Article 14.

Il est proposé de faire de cette disposition un second alinéa de l'article 13 (devenant l'article 12), rédigé comme suit :

"Tout changement, toute modification ou altération quelconque des oeuvres d'art entre le moment de l'introduction de la demande et celui de leur délivrance entraîne la résolution de la dation en paiement".

L'article 13 (qui devient l'article 12) prévoyant que la délivrance est aux risques des auteurs de la demande, il est inutile de prévoir à l'article 14 (qui devient l'alinéa 2 de l'article 12), le cas de la force majeure.

Article 15 (devenant l'article 13).

Le texte suivant est proposé :

"Article 13.-

A défaut de délivrance des oeuvres d'art dans le délai et au lieu indiqués dans la décision visée à l'article 9, le Ministre des Finances a la faculté de considérer que la dation en paiement est résolue ou d'exiger l'exécution des engagements souscrits par les auteurs de la demande".

.../...

Article 16 (devenant l'article 14).

La seconde phrase de l'alinéa 1er doit être rédigée de la manière suivante :

"Le dépôt du pli à la poste vaut notification à compter du lendemain. Toutefois, si le lendemain est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, la notification est censée faite le jour ouvrable suivant".

Pour des raisons pratiques tenant notamment au court délai qui pourrait être imparti pour la délivrance, le fonctionnaire délégué est d'accord d'abandonner la notification au domicile élu dans la déclaration de succession.

Dès lors les alinéas 2 et 3 pourraient être fusionnés dans la rédaction suivante :

"Les notifications aux auteurs de la demande sont faites au domicile des personnes intéressées, héritiers, légataires, donataires ou conjoint, tel que ce domicile ressort de la demande, sauf à considérer les changements de domicile qui auraient été notifiés à l'administration après le dépôt de la demande".

OPSCHRIFT.

Het ontwerp heeft geen opschrift. Voorgesteld wordt :

"Koninklijk besluit betreffende de afgifte van kunstwerken ter betaling van de successierechten".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In de mogelijkheid om de successierechten te betalen door middel van kunstwerken wordt voorzien door artikel 83-3 van het Wetboek der successierechten.

Het vijfde lid van voornoemd artikel 83-3 luidt als volgt :

> "Aanvullende regelingen in verband met de inbetalinggeving worden bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit bepaald".

Artikel 1 van het ontwerp, dat geen enkele aanvullende regel bevat en alleen maar de hoofdinhoud herhaalt van de regel die vervat is in de wettekst, moet dan ook vervallen.

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-

Het in tweevoud opgemaakte verzoek tot voldoening van de successierechten door een inbetalinggeving van kunstwerken, overeenkomstig artikel 83-3 van het Wetboek der

.../...

successierechten, moet binnen twee maanden na het indienen van de aangifte van nalatenschap ter kennis gebracht worden van de ontvanger der registratie van het kantoor waar die aangifte ingediend is.

De hierboven bepaalde termijn is slechts van toepassing onder voorbehoud van die welke bij wijze van overgangsmaatregel bepaald is in artikel 2 van de wet van ... tot wijziging van artikel 18 van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen".

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het eerste lid, 1° :

"Het verzoek moet worden ondertekend :

1° door alle erfgenamen, legatarissen, begiftigden en de echtgenoot, die houder zijn van een recht van eigendom of van vruchtgebruik op ieder kunstwerk dat ter betaling wordt aangeboden;".

In het eerste lid, 2°, moeten de woorden "tegenover de Staat" vervallen.

Het tweede lid luidt als volgt :

"Indien er zich onder de in het eerste lid aangeduide personen onbekwamen bevinden, wordt het verzoek ondertekend door hun wettige vertegenwoordiger".

.../...

Het spreekt vanzelf dat het namens een onbekwame ingediende verzoek in elk geval en ter wille van de regels van het Burgerlijk Wetboek, moet worden ondertekend door diens wettelijke vertegenwoordiger.

Het tweede lid moet derhalve vervallen, te meer daar het geacht zou kunnen worden een uitzondering te maken op het stelsel van de onbekwaamheid, zoals dat in het burgerlijk recht is gevestigd; inzonderheid zou het kunnen worden geacht de voogd vrij te stellen van de verplichting om de machtiging van de familieraad te verkrijgen wanneer de inbetalinggeving als een daad van beschikking aan te merken is.

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

In de bepaling onder 1° schrijve men :

"1° de naam, voornamen en laatste woonplaats van de erflater, alsook de plaats en de datum van zijn overlijden;".

De Nederlandse tekst van de bepaling onder 2° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"2° de naam, voornamen en woonplaats van ieder erfgenaam, legataris of begiftigde die de aanvraag doet;".

In de bepaling onder 5° moet de niet correcte voegwoordcombinatie "en/of" vervangen worden door het voegwoord "of".

.../...

De bepaling onder 6° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"6° in voorkomend geval, de opgave van de verzekeringscontracten die de ter betaling aangeboden kunstwerken betreffen".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het slot van het eerste lid :

"... alle inlichtingen in hun bezit mede te delen die noodzakelijk zijn voor het onderzoek, door die ambtenaren, van de rechten van eigendom of vruchtgebruik van de overledene of diens echtgenoot op de ter betaling aangeboden kunstwerken".

In de Franse tekst van het tweede lid schrijve men : "... des contrats d'assurance ayant pour objet l'oeuvre d'art, ...".

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het derde lid :

"Indien de in het eerste en het tweede lid bedoelde inlichtingen en stukken niet zijn medegedeeld binnen een maand nadat de administratie erom heeft verzocht, kan het verzoek tot voldoening van de successierechten door middel van de inbetalinggeving onontvankelijk verklaard worden".

.../...

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 5.-

De waarde waarvoor de kunstwerken ter betaling worden aangeboden mag niet hoger zijn dan het bedrag van de rechten die de indieners van het verzoek door de inbetalinggeving willen voldoen".

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

Dat artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 6.-

Binnen twee maanden na de kennisgeving van het verzoek, doet de ontvanger der registratie uitspraak over de ontvankelijkheid van dat verzoek en geeft hij kennis van zijn beslissing aan de indieners van het verzoek.

Wanneer bijkomende inlichtingen moesten worden gevraagd om de rechten van eigendom of van vruchtgebruik op de aangeboden kunstwerken te onderzoeken, gaat de termijn eerst in op de datum waarop die inlichtingen werden verstrekt".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 7.-

Besluit de ontvanger tot de ontvankelijkheid van het verzoek, dan zendt hij binnen vijftien dagen nadat die beslissing ter kennis van de indieners van het verzoek is gebracht, een exemplaar hiervan aan de technische commissie of aan het sectiecomité, die bedoeld zijn in artikel 83-3 van het Wetboek der successierechten".

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

Dit artikel bepaalt dat geen beroep openstaat tegen de ministeriële beslissing die weigert de ter betaling aangeboden kunstwerken te erkennen als kunstwerken met internationale faam.

Vervolgingen en gedingen betreffende de betaling of de teruggave van de successierechten behoren, luidens de artikelen 219 tot 224 van het Wetboek der registratierechten, waarnaar artikel 142-1 van het Wetboek der successierechten verwijst, tot de bevoegdheid van de gewone rechtbanken.

Toch kan men zich bezwaarlijk indenken dat bij de gewone rechter beroep zou worden ingesteld tegen de ministeriële weigeringsbeslissing want deze staat volkomen los van de berekening van de successierechten. Die beslissing betreft alleen het waardeoordeel van de Minister omtrent de internationale faam van het kunstwerk.

Derhalve zou het beroep blijkbaar alleen bij de afdeling administratie van de Raad van State kunnen worden ingesteld.

.../...

Een koninklijk besluit kan de indieners van het verzoek niet het recht ontzeggen om het door de wet opengestelde beroep in te stellen. Artikel 9 (dat artikel 8 wordt) zou zich moeten bepalen tot de regel die vervat is in het tweede lid.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 8.-

De beslissing van de Minister van Financiën, genomen op eensluidend advies van de technische commissie of van het sectiecomité bedoeld in artikel 83-3, eerste lid, van het Wetboek der successierechten, waarbij geweigerd wordt de ter betaling aangeboden kunstwerken of sommige ervan te erkennen als kunstwerken met internationale faam, wordt binnen een maand na de datum van dat advies ter kennis gebracht van de indieners van het verzoek".

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 9.-

De beslissing van de Minister van Financiën waarbij de inbetalinggeving wordt aanvaard, wordt binnen een maand na de datum van het advies van de commissie bedoeld in artikel 83-3, tweede lid, van het Wetboek der successierechten ter kennis gebracht van de indieners van het verzoek.

Die beslissing vermeldt de instelling of het lichaam waaraan de ter betaling aanvaarde kunstwerken afgegeven moeten worden, alsook de plaats en de termijn van afgifte".

.../...

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt).

De Koning kan de personen die er belang bij zouden hebben op te komen tegen de ministeriële beslissing waarbij de inbetalinggeving wordt aanvaard, niet de rechtsmiddelen ontnemen die door de wet zijn ingesteld. Het eerste lid, alsmede het woord "evenwel", dat voorkomt in de eerste volzin van het tweede lid, moeten vervallen.

In de Franse tekst van de eerste volzin van het tweede lid (dat het enig lid wordt), moet het woord "signifier" worden vervangen door het woord "notifier". In de Nederlandse tekst van diezelfde volzin moet het woord "weerhouden", dat tweemaal voorkomt, worden vervangen door de woorden "in aanmerking genomen", en moet worden geschreven "binnen een maand na de kennisgeving".

De laatste volzin van hetzelfde tweede lid (dat het enig lid wordt) zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Het aanbod blijft geldig voor de overige tegelijkertijd aangeboden kunstwerken, tenzij de indieners van het verzoek er uitdrukkelijk in vermeld hebben dat zij een gedeeltelijke inbetalinggeving niet zouden aanvaarden".

Artikel 12 (dat artikel 11 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 11.-

Wanneer de inbetalinggeving door de Minister van Financiën slechts wordt aanvaard voor een lagere waarde dan die welke in het verzoek is vermeld, of wanneer slechts een

.../...

gedeelte van de aangeboden kunstwerken ter betaling wordt aanvaard, wordt de vermindering van die inbetalinggeving verdeeld over de erfgenamen, legatarissen of begunstigden, naar evenredigheid van de bedragen die in het verzoek vermeld zijn overeenkomstig artikel 3, 4°".

Artikel 13 (dat artikel 12 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 12.-

Het risico van de kunstwerken blijft voor de indieners van het verzoek zolang zij de afgifte ervan niet gedaan hebben. Deze geschiedt op hun kosten. Er wordt een ontvangstbewijs voor afgegeven, opgemaakt in twee exemplaren waarvan één wordt gezonden aan de in artikel 1 bedoelde ontvanger der registratie.

... (voorts zoals in overweging gegeven wordt bij artikel 14 van het ontwerp)".

Artikel 14.

Voorgesteld wordt van deze bepaling een tweede lid van artikel 13 (dat artikel 12 wordt) te maken als volgt :

"Elke wijziging, verandering of beschadiging van de kunstwerken tussen het tijdstip waarop de aanvraag is ingediend en het tijdstip waarop de afgifte plaatsheeft, brengt mede dat de inbetalinggeving ontbonden is".

.../...

Aangezien artikel 13 (dat artikel 12 wordt) bepaalt dat de afgifte op risico van de indieners van het verzoek geschiedt, is het niet nodig in artikel 14 (dat het tweede lid van artikel 12 wordt) voorzieningen te treffen voor het geval van overmacht.

Artikel 15 (dat artikel 13 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 13.-

Worden de kunstwerken niet afgegeven binnen de termijn en op de plaats die zijn aangegeven in de in artikel 9 bedoelde beslissing, dan kan de Minister van Financiën de inbetalinggeving als ontbonden beschouwen of de uitvoering eisen van de verbintenissen die de indieners van het verzoek hebben aangegaan".

Artikel 16 (dat artikel 14 wordt).

De tweede volzin van het eerste lid moet als volgt worden geredigeerd :

"Als dag van de kennisgeving geldt de dag na die van de afgifte van de brief op de post. Is die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag, dan wordt de kennisgeving geacht de volgende werkdag te zijn gedaan".

Om praktische redenen, in verband onder meer met de korte termijn die voor de afgifte zou kunnen worden opgelegd, is de gemachtigde ambtenaar het ermee eens dat wordt afgezien van de kennisgeving aan de in de aangifte van nalatenschap gekozen woonplaats.

.../...

Het tweede en het derde lid zouden derhalve samengevoegd kunnen worden in de volgende redactie :

"De kennisgevingen aan de indieners van het verzoek geschieden aan de woonplaats van de belanghebbende personen, erfgenamen, legatarissen, begiftigden of echtgenoot, zoals die woonplaats blijkt uit het verzoek, met dien verstande dat rekening wordt gehouden met de veranderingen van woonplaats waarvan aan de administratie kennis gegeven zou zijn na de indiening van het verzoek".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.